

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

INVESTIMO

SOCIETE AUXILIAIRE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENTS MOBILIERS

Société Anonyme au capital de 5 016 000 euros

Siège social : 8 rue Louis Armand 75015 Paris

732 007 877 RCS PARIS

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels et consolidés approuvés par l'A.G.O. du 21 mai 2025

COMPTES SOCIAUX

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INVESTIMO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société INVESTIMO par l'assemblée générale du 20 février 2006 pour Deloitte & Associés et par celle du 10 mai 2021 pour Grant Thornton

Au 31 décembre 2024, Deloitte & Associés était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption, dont neuf années depuis que la société est devenue un établissement de crédit et le cabinet Grant Thornton dans la quatrième année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et

appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Leslie Fitoussi

Deloitte & Associés
Virginie Gaitte

BILAN

31 DECEMBRE 2024

EUR

Actif	2023	2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.	1 091 193 759	1 045 543 345
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	70 749 175	69 432 216
Opérations avec la clientèle	113 861 648	92 770 177
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	149 174	149 173
Participations et autres titres détenus à long terme	906 995	906 995
Parts dans les entreprises liées	2 638 007	2 633 007
Crédit bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations Incorporelles	38 803	32 288
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	121 410	113 547
Compte de régularisation	2 921 538	4 673 489
TOTAL DE L'ACTIF	1 282 580 508	1 216 314 239

Passif	2023	2024
Caisse banques centrales, C.C.P		
Dettes envers les établissements de crédit	25 259	3 058 877
Opérations avec la clientèle	1 181 560 932	1 108 508 768
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	148 380	253 969
Comptes de régularisation	4 100 083	5 945 941
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions pour risques et charges		
Dettes subordonnées	25 010 548	25 010 137
Fond pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres (hors FRBG)	71 735 306	73 536 547
Capital souscrit	5 016 000	5 016 000
Primes d'émission		
Réserves et autres	61 056 819	61 056 819
Ecarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau	436 961	532 486
Résultat de l'exercice	5 225 525	6 931 241
TOTAL DU PASSIF	1 282 580 508	1 216 314 239

RESULTAT

31 DECEMBRE 2024

EUR

		2023	2024
+	Intérêts et produits assimilés	38 594 670,61	45 344 131,93
-	Intérêts et charges assimilées	35 324 536,80	41 874 974,71
+	Produits sur opérations de crédit bail et assimilées		
-	Charges sur opérations de crédit bail et assimilées		
+	Produits sur opérations de location simple		
-	Charges sur opérations de location simple		
+	Revenus des titres à revenu variable	5 126 113,23	5 120 098,42
+	Commissions (produits)	2 485 317,02	2 670 204,17
-	Commissions (charges)		
±	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations		
±	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées		
+	Autres produits d'exploitation bancaire	5,09	7 348,41
-	Autres charges d'exploitation bancaire		
	PRODUIT NET BANCAIRE	10 881 569,15	11 266 808,22
-	Charges générales d'exploitation	5 609 861,16	4 314 372,47
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	30 178,46	18 279,24
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 241 529,53	6 934 156,51
+	Coût du risque		
	RESULTAT D'EXPLOITATION	5 241 529,53	6 934 156,51
±	Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	5 241 529,53	6 934 156,51
±	Résultat exceptionnel	-16 004,05	-2 915,63
-	Impôts sur les bénéfices		
±	Dotations / reprise de FRGB et provisions réglementées		
	RESULTAT NET	5 225 525,48	6 931 240,88

HORS BILAN AU 31/12/2024

(en K€)

Comptes sociaux

	2023	2024
1) ENGAGEMENTS DONNES	14 424	162 367
Engagements de financement		
1 Engagements en faveur d'établissement de crédit		
2 Engagements en faveur de la clientèle	14 424	20 424
Engagements de garantie		
3 Engagements en faveur d'établissement de crédit	0	0
4 Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
5 Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
6 Autres engagements donnés	0	141 943
2) ENGAGEMENTS RECUS	201 673	288 421
Engagements de financement		
7 Engagements reçus des clients	20 000	20 000
Engagements de garantie		
8 Engagements reçus des clients	156 673	101 478
Engagements sur titres		
9 Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
10 Autres engagements reçus	25 000	166 943

2 - Ouverture d'un crédit confirmé

6 - Opérations d'achats et ventes de titres effectuées pour les comptes des clients d'Investimo en cours de règlement / livraison à la date de la clôture

7 - Ce sont des DAT subordonnés aux remboursements de crédits octroyés par INVESTIMO

8 - Le montant des hypothèques, caution immobilière dans le cadre de crédits

10 - Financement par le groupe d'un emprunt subordonné pour 25 MEUR et opérations d'achats et ventes de titres effectuées pour le compte des clients d'Investimo en cours de règlement / livraison à la date de la clôture pour 141,9 MEUR

NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis par la profession bancaire en France ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit définies par les règlements ANC 2014-07.

Les règles et méthodes comptables appliquées à la clôture sont inchangées par rapport à celles appliquées à la clôture de l'exercice précédent. La présentation des comptes annuels est conforme aux dispositions du règlement de la norme ANC 2014-07 pour les établissements de crédit et société de financement définis à l'article L. 511-1 du code monétaire et financier.

1.1 CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur historique.

Lorsque les créances ou dettes portent intérêts, ceux-ci sont inscrits au compte de résultat prorata temporis en postes « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilés ». Les intérêts courus non échus sont enregistrés au bilan dans des comptes de créances et dettes rattachés.

1.2 TITRES D INVESTISSEMENT

Ce sont exclusivement des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance. En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie Titres de placement pour leur valeur nette comptable déterminée à la date de reclassement (avec écart de valorisation en résultat).

Cette interdiction de cession est toutefois levée dans un certain nombre de cas précisés par le règlement et en particulier si la qualité du crédit de l'émetteur se dégrade fortement ou si les exigences en fonds propres nécessitent la cession ou si les réglementations fiscales et juridiques évoluent.

Les titres d'investissement sont inscrits au bilan au prix d'acquisition frais exclus hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés prorata temporis en résultat. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans le cas où il y a un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ou s'il est probable que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.

1.3 TITRES DE PLACEMENT

La société comptabilise en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement. Ils sont en principe destinés à la revente à plus ou moins brève échéance. Ces titres apparaissent dans les postes « effets publics et valeurs assimilées » lorsque l'émetteur est l'Etat, « obligations et autres titres à revenu fixe » et « actions et autres titres à revenu variable » dans les autres cas. Les parts d'OPCVM, quelle que soit leur nature, sont enregistrées dans le poste « actions et autres titres à revenu variable ».

Le portefeuille de titres de placement suit les règles d'évaluation définies par le règlement de la norme ANC 2014-07.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais et intérêts exclus. Le cas échéant, les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres sont enregistrés dans des comptes rattachés.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres sont provisionnées. Le prix de marché correspond au cours de bourse le plus récent pour les titres cotés ou, pour les titres non cotés, à leur valeur probable de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les produits d'intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe sont portés au poste du compte de résultat « Intérêts et produits assimilés » prorata temporis.

Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation et les plus ou moins values de cession de titres de placement sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

1.4 TITRES DE PARTICIPATION ET FILIALES

Les titres de participation regroupent les titres des sociétés dont la possession durable est utile à l'activité de l'établissement et dans lesquelles Investimo exerce une influence sur la gestion ou dont elle détient le contrôle.

Les titres sont comptabilisés à la date de leur acquisition à leur prix de revient, frais exclus, puis post acquisition figurent au bilan au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée de manière individuelle à la clôture des comptes. Ainsi, à la clôture de l'exercice, les

moins-values latentes résultant de la différence entre le prix de revient des titres et leur valeur d'utilité sont provisionnées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les dividendes et autres revenus provenant des titres de participation et filiales sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises de provisions sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

1.5 COMPTABILISATION DES COMMISSIONS

Les commissions sont enregistrées en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions ayant un caractère d'intérêt, calculées en fonction de la durée et du montant de la créance, de la dette ou de l'engagement, sont comptabilisées prorata temporis au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêt et assimilés ».

Les commissions rémunérant un service continu sont comptabilisées en résultat sur la durée de la prestation rendue en rubrique « Commissions », ainsi que les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important, qui sont enregistrées intégralement lors de l'exécution de cet acte.

1.6 CONSOLIDATION COMPTABLE

INVESTIMO établit des comptes consolidés qui regroupent les comptes d'INVESTIMO et de SMA Gestion. Les comptes annuels d'INVESTIMO sont par ailleurs combinés.

- SGAM : N° SIREN 494 397 714 - 8, rue Louis Armand 75015 Paris

1.7 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} janvier 1992, Investimo fait partie du groupe fiscal constitué autour de la SMABTP.

Conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt figurant au compte de résultat représente l'impôt dont serait redevable INVESTIMO si elle n'était pas intégrée fiscalement dans le groupe SMABTP.

Toutes contributions complémentaires sur l'impôt sur les sociétés générées par l'intégration fiscale sont comptabilisées dans les livres de la société mère SMABTP.

NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN ET DU HORS BILAN

NOTE 2 - OPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Créances sur les établissements de crédit

<i>CREANCES (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2024</i>
Comptes ordinaires	2 852	12 580		12 580
Comptes NOSTRI Investimo / clientèle	67 897	56 902		56 902
Créances rattachées				
TOTAL	70 749	69 482	-	69 482

Dettes sur les établissements de crédit

<i>DETTES (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2024</i>
Comptes Investimo propre	25	531		531
Comptes Investimo clientèle		2 528		2 528
Dettes rattachées				
Compte des établissements de crédit				
TOTAL	25	3 059	-	3 059

Ces comptes en créances ou en dettes sur les établissements de crédit correspondent à des comptes non lettrables et lettrables (opérations bancaires en suspens à court terme). Le lettrage des comptes en suspens s'effectue sur le mois de janvier 2025.

NOTE 3 - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Créances sur la clientèle

CREANCES (en K€)	TOTAL au 31/12/2023	A vue	A terme	TOTAL au 31/12/2024
Comptes de la clientèle débiteurs et crédits	113 446	-	92 446	92 446
Créances rattachées	416	-	324	324
TOTAL	113 862	-	92 770	92 770

DETAIL DES PRETS :

En K€				
PRETS	2023	REMBOURSEMENT	OBTENTION	2024
Sociétés " Groupe "				
STE PRET	16 000	8 000	2 000	10 000
PRIAM PRET	23 000			23 000
	39 000	8 000	2 000	33 000
Sociétés hors " Groupe "				
OGF PRET				
CHALON PROPCO	15 000	15 000		
EGLE ISSY LES MOULINEAUX	16 000			16 000
RESIDYS	20 000			20 000
AP PERSPECTIVES	11 869			11 869
FRUCTIPIERRE	11 576			11 576
	74 446	15 000		59 446
Total	113 446	23 000	2 000	92 446

VALEUR BRUTE (en K€)	31/12/2023					31/12/2024				
	< 3 mois	> 3 mois £ 1 an	> 1 an £ 5 ans	> 5 ans	Total	< 3 mois	> 3 mois £ 1 an	> 1 an £ 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts		23 000	37 446	33 000	113 446	509	10 000	68 936	13 000	92 446
Total		23 000	57 446	33 000	113 446	509	10 000	68 936	13 000	92 446

Il n’y a pas d’encours douteux.

Dettes sur la clientèle

DETTES (en K€)	TOTAL au 31/12/2023	A vue	A terme	TOTAL au 31/12/2024
Comptes de la clientèle créateur	1 131 022	1 063 418		1 063 418
Compte à terme	50 000	-	45 000	45 000
Dettes rattachées	539	46	44	90
TOTAL	1 181 561	1 063 464	45 044	1 108 508

En 2024 :

- Les clients SMABTP (958 391 K€) et SMAVic (54 339 K€) ont places 1 012 730 K€ à la Banque de France en over night.
- Des DAT sont arrivés à l’échéance en 2024 pour 5.000 K€ (SMABTP : 5.000 K€).

VALEUR BRUTE (en K€)	31/12.2023					31/12/2024				
	< 3 mois	> 3 mois £ 1 an	> 1 an £ 5 ans	> 5 ans	Total	< 3 mois	> 3 mois £ 1 an	> 1 an £ 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à terme	-	5 000	45 000	-	50 000	-	45 000		-	45 000
Total	-	5 000	45 000	-	50 000	-	45 000			45 000

NOTE 4 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**Comptes de régularisation à l'ACTIF**

<i>COMPTES DE REGULARISATION (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2024</i>
Charges constatées d'avance	39	41		41
Produits à recevoir	118	55		55
Lettrable OD COMPTABLE	-	346		346
Lettrable OPC	563	726		726
Lettrable SBI	-	1 994		1 994
OST en instance d'affectation		300		300
Titres à livrer	1 911	984		984
Comptes de Client crédit	284	227		227
Pénalité CSDR attente affectation	7			
TOTAL	2 922	4 673		4 673

- Le compte de passage OD comptable a été lettré en janvier.
- Le compte de passage OPC a été lettré en janvier.
- Le compte de passage lettrable SBI a été lettré en janvier.
- Le compte de passage Titre à livrer a été lettré en janvier.
- Le compte Client crédit a réglé les intérêts en janvier.

Autres ACTIFS

<i>AUTRES ACTIFS (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2024</i>
Comptes des Etablissements de crédits	9	71		71
SMA BTP impôts sur les bénéfices				
Dépôts fond de garantie espèces	-	-		-
Dépôts fond de garantie titres	112	77		77
Comptes courant entreprises				
Divers		9		9
TOTAL	121	157	-	157

NOTE 5 - AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS**Comptes de régularisation au PASSIF**

<i>COMPTES DE REGULARISATION (en K€)</i>	<i>TOTAL au 31/12/2023</i>	<i>A vue</i>	<i>A terme</i>	<i>TOTAL au 31/12/2024</i>
Charges à payer	2 314	1 734		1 734
Lettrable SBI	441			
Compte clientèle crédit	-	509		509
Titres à recevoir	1 345	3 702		3 702
Créances rattachées				
Pénalité CSDR en attente d'affectation		1		1
TOTAL	4 100	5 946	-	5 946

- Le compte clientèle crédit a été lettré en janvier.
- Le compte titre à recevoir a été lettré en janvier.

Autres PASSIFS

Ce poste comprend notamment les comptes de négociation et de règlement.

COMPTES DE REGULARISATION (en K€)	TOTAL au 31/12/2023	A vue	A terme	TOTAL au 31/12/2024
Comptes des établissements de crédit	-	-		-
Etat - taxe à payer	2	2		2
Comptes courants entreprises	51	130		130
SMA BTP impôts sur les bénéfices	-	-		-
TVA à décaisser	22	7		7
Honoraires à payer	53	84		84
Autres créditeurs divers	20	30		30
	148	253	-	253

Les Honoraires à payer correspondent à ceux des Commissaires aux Comptes.

NOTE 6 - PORTEFEUILLE TITRES

Le portefeuille titres est ventilé au bilan dans les rubriques « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable ».

Obligations et autres titres à revenu fixe :

NEANT

Actions et autres titres à revenu variable :

PORTEFEUILLE (en K€)	31/12/2023				31/12/2024			
	Valeur brute	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes ⁽¹⁾	Valeur brute	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes ⁽¹⁾
• Titres de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
• Titres de placement	149	1 080	930	-	149	1 126	977	-
♦ actions cotées								
♦ actions non cotées (2)	149	1 080	930		149	1 126	977	
• OPC (OPCVM/FCP) (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	149	1 080	930	-	149	1 126	977	-

(1) Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation figurant en diminution de la valeur brute au bilan.

(2) Les valeurs des actions non cotées ont été valorisées au prix du marché.

A noter, la vente SA SELICOMI Portugal pour 1 €

NOTE 7 - TITRES DE PARTICIPATION

	TITRES DE PARTICIPATION		
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
A nouveau au 01/01/2023	3 545	-	3 545
■ Acquisitions			
■ Cessions			
■ Augmentation de capital			
Dotations aux provisions			
Reprise de provisions			
Solde au 31/12/2024	3 545		3 545

Le tableau des Filiales et Participations figure en note 18.

La liste des filiales et participations : (notamment le nom et le siège), telles que définies aux articles L. 231-1 et L. 233-2 du code de commerce et indication pour chacune d'elle de la part de capital détenu, du montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu.

NOTE 8 - IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement au logiciel de VBANK (états réglementaires) et aux certificats de fonds de dépôts garantis.

	Valeurs brutes	Amortissement	Valeurs nettes
■ Autres immobilisations incorporelles	274	243	31
■ Immobilisations en cours			
■ Certificats de fonds de dépôts garantis	1		1
Solde au 31/12/2024	275	243	32

Mode et durée d'amortissement

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées usuelles d'amortissement :

Autres immobilisations incorporelles :

- Logiciels 3 ans

NOTE 9 - EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les capitaux propres sont les suivants :

(En euros)	Situation au 31/12/2023	Affectation du résultat de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice 2024	Augmentation	Diminution	Situation au 31/12/2024
Capital social	5 016 000,00					5 016 000,00
Primes d'émission						
Réserve légale	501 600,00					501 600,00
Réserves réglementées						
■ de plus-values à long terme						
■ autres						
Autres réserves	60 555 219,37					60 555 219,37
Report à nouveau	436 960,87	95 525,48				532 486,35
Capitaux propres	66 509 780,24	95 525,48	0,00			66 605 305,72
Distribution des dividendes		5 130 000,00				
Résultat de l'exercice	5 225 525,48	-5 225 525,48	6 931 240,88			6 931 240,88
TOTAL	71 735 305,72	-5 130 000,00	6 931 240,88		0,00	73 536 546,60

NOTE 10 : PASSIFS SUBORDONNES

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
Emprunt subordonné à durée indéterminée	25 000	25 000
Dette rattachée à l'emprunt subordonné	11	10
TOTAL	25 011	25 010

Le passif subordonné émis par INVESTIMO se décompose ainsi :

Emprunteur	Prêteur	Date	Montant de l'emprunt	Durée	Taux
INVESTIMO	SMABTP	30/06/2017	14 280	indéterminé	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	30/06/2017	720	indéterminé	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMABTP	19/12/2019	9 520	indéterminé	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	19/12/2019	480	indéterminé	Taux fixe 1 %

NOTE 11 - ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2024

- Ces engagements financiers et sûretés sont apportés en garantie des crédits octroyés par INVESTIMO (ligne 7 et 8 du tableau hors bilan). A noter une diminution sensible de ce poste.

- Les engagements de financement donnés à la clientèle (ligne 2 du tableau hors bilan) :

Sociétés	2024
SPRING	10 000 000,00
OGF	10 000 000
FRUCTIPIERRE	423 529
Total	20 423 529,41

- Des engagements des financements de SMABTP et SMAVie BTP au travers d'un emprunt subordonné perpétuel à hauteur de 25 MEUR (ligne 10 du tableau hors bilan).
- Des engagements liés à des opérations d'achats et ventes de titres effectuées pour le compte des clients d'INVESTIMO en cours de règlement / livraison à la date de la clôture pour 141,9 MEUR (lignes 6 et 10 du tableau hors bilan).

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 12 - PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les produits et charges d'exploitation bancaire de l'exercice s'analysent comme suit, par nature :

	(En K€)	31/12/2023		31/12/2024	
		Produits	Charges	Produits	Charges
♦	Intérêts sur Banque Centrale	33 279	32 188	40 411	37 238
	Intérêts sur établissements de crédits		40		
♦	Intérêts sur la clientèle*	5 082	2 847	4 683	4 386
♦	Commissions sur crédits	234	-	251	-
♦	Intérêts BCE				
♦	Charges sur emprunt subordonné		250		251
	Intérêts et assimilé	38 595	35 325	45 345	41 875
♦	Revenus sur titres de placements				
♦	Revenus sur titres de participation	5 126		5 120	
	Revenu des titres à revenu variable	5 126	0	5 120	0
♦	Résultats de cession sur OPC				
♦	Résultats de cession sur titres de placements				
♦	Résultats de cession sur titres d'investissement				
♦	Dotation/reprises de provisions				
	Gains/Pertes sur titres				
♦	Droit de gardes	1 008		1 130	
♦	Commissions de placement et garantie	-		-	
♦	Commissions sur coupons et titres amortis	8		6	
♦	Commissions Bati Première	300		306	
♦	Commissions SMA Gestion	954		1 013	
♦	Commissions FPS	-		-	
♦	Autres commissions	215		215	
	Commissions	2 485		2 670	
	Autres produits et charges			7	
	TOTAL	46 206	35 325	53 142	41 875
	PRODUIT NET BANCAIRE	10 881		11 267	

* Les produits sur les crédits et charges sur les comptes à terme sont inclus dans ce poste.

NOTE 13 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
Frais de personnel	-	-
Impôts et taxes	136	77
Services extérieurs		
- fournis par des sociétés du groupe	2 644	2 560
- locations	89	95
- autres services extérieurs	2 741	1 582
<i>Dont Contribution au Fonds de Résolution Unique</i>	422	-1 076
Provisions risque et charge	-	-
Autres charges d'exploitation	-	-
TOTAL	5 610	4314

Frais de personnel

INVESTIMO ne dispose pas de personnel propre. Les charges de personnel de la société lui sont refacturées au travers du groupement de moyen du Groupe SMABTP pour un montant global de 1 827 K€ au titre de l'exercice 2024 (à comparer avec 1 961 K€ au titre de l'exercice 2023).

Contribution au Fonds de Résolution Unique

La BCE a considéré que le niveau du FRU est atteint en conséquence aucune nouvelle dotation sera effectuée en 2024. Ce qui se traduit par une reprise de charges sur les provisions pour 1 076 K€.

NOTE 14 - HONORAIRES

En K€			
Exercice N	2024		
	Grant Thornton	DELOITTE	TOTAL
Honoraires liés à la certification des comptes	43	43	86
			0
Autres (Diligences Directement Liées, Autres Services)	0	0	0
			0
Total des honoraires de commissariat aux comptes N	43	43	86

En K€			
Exercice N-1	2023		
	Grant Thornton	DELOITTE	TOTAL
Honoraires liés à la certification des comptes	44	42	85
			0
Autres (Diligences Directement Liées, Autres Services)	0	0	0
			0
Total des honoraires de commissariat aux comptes N	44	42	85

NOTE 15 - GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En K€)	31/12/2023		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Résultats de cession sur titres de OPC	-	-	-	-
Gains/Pertes sur actifs immobilises	-	-	-	-

NOTE 16 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
■ Produits exceptionnels	-	-
■ Charges exceptionnelles	16	3
TOTAL	-16	-3

NOTE 17 - IMPOTS SUR LES SOCIETES

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
IMPOT COURANT	-	-
■ Impôts sur résultat courant		
■ Impôt sur résultat exceptionnel		
TOTAL	-	-

Conformément à l'article 216 du CGI, les dividendes reçus de sa filiale sont déduits du résultat fiscal d'INVESTIMO et bénéficie des déficits fiscaux sur exercices antérieurs.

EVENEMENTS CLOTURE

Les conseils des 14 février et 20 mars 2024 ont acté l'arrêt des activités de Teneur de Compte Conservateur et de Dépositaire par INVESTIMO qui devrait avoir lieu à la fin du premier semestre 2025. Une réunion avec ACPR et AMF s'est tenue le 31 octobre 2024 pour échanger au sujet des modalités du retrait d'agrément partiel induit par l'arrêt de ces activités.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

AFFECTATION DU RESULTAT

L’assemblée générale approuve la répartition des bénéfices proposée par le Conseil d’administration et décide les affectations suivantes :

Bénéfice de l’exercice	6.931.240,88	€
Report à nouveau (avant répartition)	532.486,35	€
Solde disponible	7.463.727,23	€
Dotation à la réserve légale	0,00	€
Dividende	6.840.000,00	€
Réserve générale	0,00	€
Report à nouveau (après répartition)	623.727,23	€
Total de la répartition	7.463.727,23	€

Conformément aux dispositions légales, le tableau ci-dessous rappelle les éléments relatifs aux trois exercices précédents :

EXERCICES	2021	2022	2023
Nombre d’actions	228.000	228.000	228.000
Montant total des dividendes distribués	250.800 €	3.420.000 €	5.130.000 €
Dividende payé par action	1,10 €	15 €	22,5 €
Avoir Fiscal	NA	NA	NA
Dividendes distribués éligibles à l’abattement, personnes physiques	79,20 €	1.080 €	1.620 €
Dividendes distribués non éligibles à l’abattement, personnes morales	250.720,80 €	3.418.920 €	5.128.380 €

COMPTES CONSOLIDES

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l’assemblée générale de la société INVESTIMO

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société INVESTIMO relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d’administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L. 821-67 du code de commerce.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société INVESTIMO par l'assemblée générale du 20 février 2006 pour Deloitte & Associés et par celle du 10 mai 2021 pour Grant Thornton

Au 31 décembre 2024, Deloitte & Associés était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption, (dont neuf années depuis que la société est devenue un établissement de crédit,) et le cabinet Grant Thornton dans la quatrième année de sa mission

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui

d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 mai 2025

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton
Leslie FITOUSSI

Deloitte & Associés
Virginie GAITTE

RAPPORT SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés INVESTIMO de l'exercice 2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2020-01 de l'Autorité des normes comptables (ANC), relatif aux comptes consolidés des entreprises françaises. La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2020-01, notamment aux dispositions prévues aux articles 281-7, 281-8 et 281-9, et aux articles 282-1 et suivants.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion. Ils sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements financiers.

Périmètre et méthode utilisés pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion. Le périmètre de consolidation est donc limité à ces deux entités. La méthode de consolidation appliquée est la méthode de l'intégration globale*.

Les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion, sont également inclus selon la méthode de l'intégration globale* dans les comptes combinés produits par la SGAM btp. Celle-ci effectue la combinaison des comptes des Mutuelles affiliées SMABTP, SMAvie BTP, L'AUXILIAIRE, L'AUXILIAIRE Vie et CAMbtp.

* L'intégration globale consiste à prendre 100 % de chaque poste du bilan et du compte de résultats de la société fille, en faisant apparaître un résultat global pour la part des actionnaires minoritaires dans les comptes de la société mère.

Faits marquants de l'exercice 2024

Arrêt de la prestation de RBC qui a été absorbée par CACEIS, ce qui entraîne de profondes modifications sur le fonctionnement de l'activité d'INVESTIMO et de ses outils.

BILAN CONSOLIDE ACTIF

En milliers d'euros	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées (note 2.1.1)	1 115 321	1 162 226
Opérations avec la clientèle (note 2.1.2)	92 770	113 862
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable (notes 2.1.3 et 2.1.4)	11 683	12 528
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme (notes 2.1.3 et 2.1.4)	907	907
Immobilisations corporelles et incorporelles (note 2.1.5)	39	63
dont écarts d'acquisition		
Comptes de régularisation et actifs divers (note 2.1.6)	6 622	5 283
TOTAL ACTIF	1 227 342	1 294 868

BILAN CONSOLIDE PASSIF

En milliers d'euros	2024	2023
Opérations interbancaires et assimilées (note 2.1.1)	3 059	25
Opérations avec la clientèle (note 2.2.1)	1 108 509	1 181 561
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers (note 2.2.2)	10 443	10 156
Écarts d'acquisition		
Provisions		
Dettes subordonnées (note 2.2.3)	25 010	25 011
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Intérêts minoritaires	424	406
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG) (note 2.2.4)	79 897	77 709
Capital souscrit (note 2.2.5)	5 016	5 016
Primes d'émission		
Réserves consolidées et autres (+/-)	67 563	67 558
Résultat de l'exercice (+/-)	7 318	5 135
TOTAL PASSIF	1 227 342	1 294 868

HORS BILAN

En milliers d'euros	2024	2023
Engagements donnés	162 367	14 424
Engagements de financement ⁽¹⁾	20 424	14 424
Engagements de garantie		
Engagements sur titres ⁽⁵⁾	141 943	
Engagements reçus	288 421	201 673
Engagements de financement ⁽²⁾	20 000	20 000
Engagements de garantie ^{(3)*}	101 478	156 673
Engagements sur titres	141 943	
Autres engagements reçus ⁽⁴⁾	25 000	25 000

⁽¹⁾ Soldes non débloqués de crédits conformés

⁽²⁾ DAT subordonnés aux remboursements de crédits octroyés par INVESTIMO

⁽³⁾ Le montant des hypothèques, cautions immobilières dans le cadre de crédit.

⁽⁴⁾ Emprunt subordonné

⁽⁵⁾ Opérations d'achats et ventes de titres pour le compte des clients d'Investimo en cours de règlement / livraison à la date de la clôture

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	2024	2023
+ Intérêts et produits assimilés (note 2.4.1)	45 385	38 606
- Intérêts et charges assimilées (note 2.4.2)	-41 875	-35 325
+ Revenus des titres à revenu variable	58	65
+ Commissions (produits) (note 2.4.3)	25 548	24 649
- Commissions (charges) (note 2.4.4)	-5 980	-5 710
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociations		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés (note 2.4.5)	446	167
+ Autres produits d'exploitation bancaire	391	291
- Autres charges d'exploitation bancaire		
PRODUIT NET BANCAIRE	23 972	22 743
- Charges générales d'exploitation (note 2.4.6)	-14 389	-15 444
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition) et corporelles	-36	-48
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	9 547	7 251
- Coût du risque		
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	9 547	7 251
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 2.4.7)		
RESULTAT D'EXPLOITATION après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions	9 547	7 251
+/- Résultat exceptionnel (note 2.4.8)	-3	-16
- Impôt sur les bénéfices (note 2.4.10)	-1 970	-1 866
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+/- Dotations / reprise de FRBG		
Intérêts minoritaires	-257	-234
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	7 318	5 135
Résultat par action (en euros)	32,09	22,52
Résultat dilué par action (en euros)	32,09	22,52

1 PRINCIPES COMPTABLES ET MODALITES DE CONSOLIDATION**1.1 REFERENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis par la profession bancaire en France ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables définies par le règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés.

Le règlement ANC n° 2014-03, relatif à l'amortissement, la dépréciation, la définition, la comptabilisation, et l'évaluation des actifs, est appliqué. Le règlement ANC 2014-07 relatif aux Comptes des entreprises du secteur bancaire, mentionné par le règlement 2020-01, est applicable dans certains cas.

Les règles et méthodes comptables appliquées à la clôture sont inchangées par rapport à celles appliquées à clôture de l'exercice précédent.

1.2 PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés ont été élaborés à partir des comptes sociaux d'INVESTIMO et de SMA Gestion dont les comptes annuels sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Le périmètre de consolidation est limité à ces deux sociétés, qui sont également incluses dans le périmètre des comptes combinés de la SGAM btp.

SOCIETES	ADRESSES	N° SIRET	% d'intérêts 2024	% d'intérêts 2023
Société consolidante				
INVESTIMO	8, Rue Louis Armand CS71201 75738 Paris Cédex 15	732 007 877 00028	-	-
Société intégrée globalement				
SMA GESTION	8, Rue Louis Armand CS71201 75738 Paris Cédex 15	414 785 097 00018	100,00 %	100,00 %

Note : toutes les entités contrôlées à plus de 20 % sont consolidées. Aucune entité n'est exclue.

INVESTIMO contrôlant de façon exclusive sa filiale SMA Gestion, la méthode de consolidation retenue est l'intégration globale.

1.3 DATE DE CLOTURE DES SOCIÉTÉS DU GROUPE

Les comptes consolidés du Groupe INVESTIMO sont arrêtés au 31 décembre et suivent ainsi les dates de clôture des comptes sociaux des sociétés INVESTIMO et SMA Gestion.

Les comptes consolidés du Groupe INVESTIMO sont établis dans une perspective de continuité d'exploitation, aucun événement significatif survenu au cours de l'année écoulée ne permet de remettre en cause l'exercice de cette continuité d'exploitation.

1.4 TITRES D'INVESTISSEMENT

La société INVESTIMO comptabilise dans la catégorie « Titres d'investissement » des obligations.

Sont comptabilisés en titres d'investissement, les titres exclusivement à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance.

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie « Titres de placement » pour leur valeur nette comptable déterminée à la date de reclassement (avec écart de valorisation en résultat).

Cette interdiction de cession est toutefois levée dans un certain nombre de cas précisés par le règlement ANC n° 2014-07 et en particulier si la qualité du crédit de l'émetteur se dégrade fortement ou si les exigences en fonds propres nécessitent la cession ou si les réglementations fiscales et juridiques évoluent.

Les titres d'investissement sont inscrits au bilan pour leur prix d'acquisition, frais exclus et hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés prorata temporis en résultat. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans le cas où il y a un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ou s'il est probable que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.

1.5 TITRES DE PLACEMENT

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement. Ils sont en principe destinés à la revente à plus ou moins brève échéance. Les parts d'OPCVM, quelle que soit leur nature, sont enregistrées dans le poste « Actions et autres titres à revenu variable ».

Le portefeuille de titres de placement suit les règles d'évaluation définies par le règlement ANC 2014-07.

Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais et intérêts exclus. Le cas échéant, les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres sont enregistrés dans des comptes rattachés.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres sont provisionnées.

Le prix de marché correspond au cours de bourse le plus récent pour les titres cotés ou, pour les titres non cotés, à leur valeur probable de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les produits d'intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe sont portés au poste du compte de résultat « Intérêts et produits assimilés » prorata temporis.

Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation et les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

1.6 PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISES

Les titres sont comptabilisés à la date de leur acquisition à leur prix de revient, frais exclus, puis post acquisition figurent au bilan au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée de manière individuelle à la clôture des comptes.

Ainsi, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes résultant de la différence entre le prix de revient des titres et leur valeur d'utilité sont provisionnées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les dividendes et autres revenus provenant des titres de participation et autres titres immobilisés sont portés au poste du compte de résultat « Revenus des titres à revenu variable » à la date de mise en paiement.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises de provisions sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Les produits d'intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe sont portés au poste du compte de résultat « Intérêts et produits assimilés » prorata temporis.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation et les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont inscrites en poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

1.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES OU INCORPORELLES

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition.

Les actifs corporels d'exploitation font l'objet d'amortissements annuels sur le mode linéaire selon leur durée de vie. (A noter que INVESTIMO ne détient pas d'immobilisations corporelles).

Les actifs incorporels comprennent notamment les logiciels d'application et d'exploitation qui sont amortis selon le mode linéaire.

1.8 COMPTABILISATION DES COMMISSIONS

Les commissions sont enregistrées en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions ayant un caractère d'intérêt, calculées en fonction de la durée et du montant de la créance, de la dette ou de l'engagement, sont comptabilisées prorata temporis au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêt et assimilés ».

Les commissions rémunérant un service continu sont comptabilisées en résultat sur la durée de la prestation rendue en rubrique « Commissions », ainsi que les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important, qui sont enregistrées intégralement lors de l'exécution de cet acte.

1.9 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il est constitué par des charges et des produits directs ou sous forme de provisions, ne provenant pas de l'activité entrant dans le cadre des opérations courantes d'exploitation des sociétés concernées.

1.10 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} janvier 1992, INVESTIMO fait partie du groupe fiscal constitué autour de la SMABTP. Conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt figurant au compte de résultat représente l'impôt dont serait redevable INVESTIMO si elle n'était pas intégrée fiscalement dans le groupe SMABTP.

2 EXPLICATION DES POSTES DU BILAN, DES ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES, DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEUR VARIATION

2.1 BILAN ACTIF

2.1.1 Opérations interbancaires

Créances sur (ou dettes envers) les établissements de crédit

En milliers d'euros	2024		2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes ordinaires	1 058 418		1 094 329	25
Comptes NOSTRI Investimo / clientèle	56 902	3 059	67 897	
TOTAL	1 115 321	3 059	1 162 226	25

2.1.2 Les opérations avec la clientèle

Créances sur la clientèle

En milliers d'euros	2024			2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes de la clientèle débiteurs prêts		82 446	82 446		97 446	97 446
Comptes de la clientèle débiteurs crédits syndiqués		10 000	10 000		16 000	16 000
Créances rattachées sur comptes de la clientèle		324	324		416	416
TOTAL		92 770	92 770		113 862	113 862

En milliers d'euros	2024				
VALEUR BRUTE	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts	0	10 000	69 446	13 000	92 446
TOTAL	0	10 000	69 446	13 000	92 446

En milliers d'euros	2023				
VALEUR BRUTE	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Prêts		23 000	57 446	33 000	113 446
TOTAL		23 000	57 446	33 000	113 446

Ventilation des prêts par échéance

En 2024, aucun déclassement d'encours sains en encours douteux, justifié par l'absence d'incident de paiement.

Détail des prêts (en milliers d'euros) :

PRETS	2023	REMBOURSEMENT	OBTENTION	2024
Sociétés " Groupe "				
STE Prêt	16 000	8 000	2 000	10 000
PRIAM Prêt	23 000			23 000
Sous-total des prêts aux sociétés du Groupe	39 000	8 000	2 000	33 000
Sociétés hors " Groupe "				
MERIDIEN GOUVION SAINT CYR				
CHALON PROPCO	15 000	15 000		
ALAPHA BOIS COLOMBES				
EGLE ISSY LES MOULINEAUX	16 000			16 000
RESIDYS	20 000			20 000
AP PERSPECTIVES	11 869			11 869
FRUCTIPIERRE	11 576			11 576
Sous-total des prêts aux autres sociétés	74 446	15 000		59 446
TOTAL	113 446	23 000	2 000	92 446

2.1.3 Etat récapitulatif des placements

L'état récapitulatif ci-après regroupe l'ensemble des titres détenus : obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable.

	2024				2023			
	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de réalisation	+/- Value Latente (3)	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de réalisation	+/- Value Latente (3)
En milliers d'euros								
Placements immobiliers								
Actions et titres à revenus variables (1)	1 050	1 056	26 705	25 649	1 056	1 056	24 183	23 127
Parts d'OPC actions								
Parts d'OPC obligataires(4)	11 533	11 533	11 840	306	12 379	12 379	12 635	256
Obligations et autres titres à revenus fixes								
Autres placements (2)								
Total des placements	12 590	12 590	38 545	25 955	13 435	13 435	36 818	23 383
Total des placements cotés	11 533	11 533	11 840	306	12 379	12 379	12 635	256
Total des placements non cotés	1 056	1 056	26 705	25 649	1 056	1 056	24 183	23 127
Total des placements cotés /non cotés	12 590	12 590	38 545	25 955	13 435	13 435	36 818	23 383

(1) dont titres de participation et autres titres immobilisés

(2) le montant correspond aux intérêts courus sur obligations comptabilisés dans des comptes rattachés

(3) dans ce tableau, les +/- values latentes sont calculées par différences entre la valeur de réalisation et la valeur brute

(4) Y compris les OPC monétaires

2.1.3.1. Obligations et autres titres à revenu fixe

Aucun titre obligataire, ni en 2024, ni en 2023

2.1.3.2 Actions et autres titres à revenu variable

	2024				2023			
	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de Réalisation	+/- value latente	Valeur Brute	Valeur Nette	Valeur de Réalisation	+/- value latente
En milliers d'euros								
Titres de transaction								
Titres de placement	12 590	12 590	38 545	25 955	13 435	13 435	36 818	23 383
- actions cotés								
- actions non cotés	1 056	1 056	26 705	25 649	1 056	1 056	24 183	23 127
- OPC (OPCVM / FIA)	11 533	11 533	11 840	306	12 379	12 379	12 635	256
TOTAL	12 590	12 590	38 545	25 955	13 435	13 435	36 818	23 383

2.1.4 Sociétés non consolidées

La liste des sociétés détenues à plus de 5 % par le Groupe INVESTIMO ne présentant pas d'influence notable et non retenues pour les comptes consolidés, est la suivante :

	% détention	CA*	Capitaux propres totaux de la société (avant affectation du résultat)*	Résultat*	Valeur Nette des titres chez Investimo	Valeur de Réalisation des titres détenus
En milliers d'euros						
SAF BTPIARD	17,00 %	84 835	115 976	667	907	25 579
Total des sociétés détenues à plus de 5 %		84 835	115 976	667	907	25 579
Actions SMA SA	0,59 %	1 026 189	136 504	10 593	149	1 126
Action IMPERIO	0,00 %	55 858	45 267	2 291	0	0
Total des sociétés détenues à moins de 5 %		1 082 047	181 771	12 884	149	1 126
Total des titres d'entités du groupe SMA		1 166 882	297 747	13 551	1 056	26 705

* Données 31-12-2023

2.1.5 Immobilisations

Les immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles correspondent à un logiciel permettant l’établissement des états réglementaires et aux certificats de fonds de dépôts de garantis.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonctions des durées usuelles d’amortissement soit 3 ans.

En milliers d’euros	2024			2023		
	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
Autres immobilisations incorporelles	533	495	36	521	459	62
Immobilisations en cours	0	0		0	0	
Certificats de fonds de garantis	1	0	1	1	0	1
Solde	534	495	39	522	459	63

2.1.6 Les comptes de régularisation et actifs divers

Ce poste comprend notamment les comptes de négociation et de règlement.

En milliers d’euros	2024	2023
Compte courant intégration fiscale		
Produits à recevoir	2 256	2 241
Divers	4 366	3 041
TOTAL	6 622	5 283

2.2 BILAN PASSIF

2.2.1 Opérations avec la clientèle

Dettes envers la clientèle

En milliers d’euros	2024			2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes de la clientèle créditeurs	1 063 418		1 063 418	1 131 022		1 131 022
Compte à terme		45 000	45 000		50 000	50 000
Dettes rattachées	46	44	91	356	183	539
TOTAL	1 063 464	45 044	1 108 509	1 131 378	50 183	1 181 561

En 2024 :

Les clients SMABTP (958 391 K€) et SMA Vie BTP (54 339 K€), ont placé un total de 1 012 730 K€ de dépôts à la Banque de France.
Des DAT sont arrivés à l’échéance en 2024 pour 5 000 K€.

Ventilation des comptes à termes

En milliers d’euros	2024				
VALEUR BRUTE	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à Terme		45 000			45 000
TOTAL		45 000			45 000

En milliers d’euros	2023				
VALEUR BRUTE	< 3 mois	> 3 mois, < ou = 1 an	> 1 an, < ou = 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à Terme		5 000	45 000		50 000
TOTAL		5 000	45 000		50 000

2.2.2 Autres comptes de régularisation et passifs divers

Ce poste comprend notamment les comptes de négociation et de règlement.

En milliers d'euros	2024	2023
Charges à payer	4 297	4 579
Charges à répartir		
Titres à recevoir	3 703	1 345
Honoraires à payer	186	198
Compte courant intégration fiscale	552	2 262
Autres créiteurs divers	1 705	1 771
TOTAL	10 443	10 156

2.2.3 Emprunts et dettes subordonnés

Le passif subordonné émis par INVESTIMO se décompose ainsi :

En milliers d'euros	2024	2023
Emprunt subordonné à durée indéterminée	25 000	25 000
Dettes rattachées à l'emprunt subordonné	10	11
Total	25 010	25 011

Décomposition de l'emprunt subordonné :

Emprunteur	Préteur	Date	Montant de l'emprunt	Durée	Taux
INVESTIMO	SMABTP	30/06/2017	14 280	indéterminée	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	30/06/2017	720	indéterminée	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMABTP	19/12/2019	9 520	indéterminée	Taux fixe 1 %
INVESTIMO	SMAVIE	19/12/2019	480	indéterminée	Taux fixe 1 %
			25 000		

La ligne totale possible d'emprunts subordonnés est de 50 M€, dont 25 M€ sont en hors bilan.

Le remboursement anticipé de cet emprunt ne peut être que du seul fait de l'Emetteur après accord préalable de l'ACPR en application de l'article 78 du CRR, règlement UE 575/2013.

2.2.4 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital souscrit	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total	Minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2022	5 016	67 015	3 963	75 994	409
Variation de l'exercice 2023 :					
Affectation du résultat 2022		3 963	-3 963		
Augmentation du capital					
Résultat de l'exercice 2023			5 135	5 135	234
Dividendes distribués par la société mère		-3 420		-3 420	
Dividendes distribués par SMA Gestion					-238
Capitaux propres au 31 décembre 2023	5 016	67 558	5 135	77 709	406
Variation de l'exercice 2024 :					
Affectation du résultat 2023		5 135	-5 135		
Augmentation du capital					
Résultat de l'exercice 2024			7 318	7 318	257
Dividendes distribués par la société mère		-5 130		-5 130	
Dividendes distribués par SMA Gestion					-238
Capitaux propres au 31 décembre 2024	5 016	67 563	7 318	79 897	424

Le capital de la société INVESTIMO, constitué de 228 000 actions ordinaires de 22,00 euros chacune, entièrement libérées pour un montant total de 5 016 K€.

2.2.5 Capital social**Répartition du capital Investimo au 31-12-2024**

Titulaire	Type de titres	Nombres de titres	Titres empruntés	Titres bloqués	% financier	Nombre de voix	% Contrôle
SMABTP	Action	217 055			95,2	217 055	95,2
SELICOMI	Action	1				1	
SMA SA	Action	1				1	
SAGEVIE	Action	1				1	
Geneviève MAS	Action	72			0,03	72	0,03
SMAvie	Action	10 870			4,77	10 870	4,77
Total		228 000			100	228 000	100

2.3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Ces engagements sont subordonnés aux remboursements de crédits octroyés par INVESTIMO.
Les DAT subordonnés aux remboursements de crédits ont été souscrits par SMABTP et SMAvie BTP.

De leur côté, les emprunts subordonnés (perpétuels) ont été souscrits pour 25 M€ par SMABTP et SMAvie BTP. Ce montant apparaît au bilan. La ligne totale mobilisable d'emprunts subordonnés est de 50 M€, soit un engagement résiduel de 25 M€ constaté en Hors Bilan.

Enfin, en engagements sur titres, figurent des opérations d'achats et ventes de titres effectuées pour le compte des clients d'Investimo en cours de règlement / livraison à la date de la clôture pour 141,9 MEUR

2.4 COMPTE DE RESULTAT**2.4.1 Intérêts et produits assimilés**

Ce poste qui comprend notamment des produits liés aux intérêts des comptes débiteurs et sur des opérations avec les établissements de crédit s'établit comme suit :

En milliers d'euros	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	41 749	34 890
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	3 636	3 716
TOTAL	45 385	38 606

2.4.2 Intérêts et charges assimilés

Ce poste correspond à des charges d'exploitation bancaires pour l'exercice et s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	2024	2023
Intérêts sur établissements de crédits		
Intérêts sur la clientèle	-41 624	-35 075
Commissions sur crédit		
Intérêts sur titres investissements		
Charges sur SWAP de Taux		
Charges sur emprunt subordonné	-251	-250
TOTAL	-41 875	-35 325

2.4.3 Les produits de commissions

Ce poste correspond aux produits sur prestations de services financiers

En milliers d'euros	2024	2023
Commissions sur titres gérés ou en dépôt	1 082	961
Commissions sur coupons et titres amortis	6	8
Commissions sur prestations " Bâti Première "	2 344	2 289
Commissions de placement sur OPCVM	17 050	16 509
Commissions FPS	1 663	1 593
Autres commissions sur titres	3 403	3 289
TOTAL	25 548	24 649

2.4.4 Les charges de commissions

Ce poste correspond aux charges sur prestations de services financiers

En milliers d'euros	2024	2023
Commissions de gestion		
Commissions de placements	-5 980	-5 708
Autres commissions sur titres		-2
TOTAL	-5 980	-5 710

2.4.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

En milliers d'euros	2024	2023
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement		
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement		
Moins-values sur cessions de titres de placement		
Plus-values sur cessions de titres de placement	446	167
TOTAL	446	167

2.4.6 Charges générales d'exploitation

Ce poste correspond à des charges et frais administratifs.

En milliers d'euros	2024	2023
Impôts et taxes	-140	-186
Locations	-268	-250
Services extérieurs	-13 936	-14 973
Autres charges	-46	-34
TOTAL	-14 389	-15 444

Effectifs et frais de personnel :

INVESTIMO et SMA Gestion ne disposent pas de personnel propre. Les charges de personnel des deux sociétés sont refacturées au travers du groupement de moyen du Groupe SMABTP.

Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) :

Pour les exercices de survénance 2022 et 2023, il avait été provisionné respectivement 504 K€ et 604 K€. En 2024, les provisions ont été reprises. La contribution FRU a été supprimée par les autorités courant 2024.

2.4.7 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Néant

2.4.8 Résultat exceptionnel

Ce poste s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	2024	2023
Produits exceptionnels		
Charges Exceptionnelles	-3	-16
TOTAL	-3	-16

2.4.9 Honoraires des commissaires aux comptes

En application de l'article 282-18 du règlement ANC-2020-01, une information est fournie sur les honoraires des commissaires aux comptes en 2024 dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros - Honoraires 2024	Grant Thornton	Deloitte	TOTAL
Honoraires liés à la certification des comptes	43	143	186
INVESTIMO	43	43	86
SMA Gestion		100	100
Autres Services			0
Total des honoraires de commissariat aux comptes	43	143	186

En milliers d'euros - Honoraires 2023	Grant Thornton	Deloitte	TOTAL
Honoraires liés à la certification des comptes	43	195	239
INVESTIMO	43	41	85
SMA Gestion		153	153
Autres Services			0
Total des honoraires de commissariat aux comptes	43	195	239

2.4.10 Impôts

L'impôt sur les sociétés augmente en passant d'un montant de 1 866 K€ en 2023 à 1 970 K€ en 2024.

Les éléments expliquant la différence entre la charge effective et la charge théorique, calculée à partir du résultat avant impôt multiplié par le taux d'imposition sont les suivants :

En milliers d'euros		2024	2023
Résultat net des sociétés intégrées avant impôt		14 606	12 297
A	25,00 %	-3 652	-3 074
Charge théorique d'impôt		-3 652	-3 074
Différences temporaires (réintégrations)		-79	-66
Différences temporaires (déductions)		66	3
Différences permanentes (régime sociétés Mères)		1 207	1 208
Différences permanentes (contribution FRU)		277	-100
Autres différences permanentes		-5	-5
Reliquat IS N-1			
Complément d'impôt			
Crédit d'impôt			
Autres différences permanentes (contrib compl et exceptionnelle)		-39	-35
Impact résultat négatif Investimo et des reports déficitaires		254	204
Charge effective d'impôt		-1 970	-1 866

3 AUTRES INFORMATIONS

3.1 Comptes inclus dans un périmètre groupe

Les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion, sont également inclus selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes combinés produits par la SGAM btp. Celle-ci effectue la combinaison des comptes des mutuelles affiliées SMABTP, SMAvie BTP, L'AUXILIAIRE, L'AUXILIAIRE Vie et CAMbtp.

Les comptes de la Société INVESTIMO et de sa filiale SMA Gestion, sont également inclus selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes combinés produits par le Groupe SMABTP, qui effectue la combinaison des comptes des mutuelles affiliées SMABTP et SMAvie BTP.

3.2 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif susceptible d'avoir un impact sur les comptes consolidés 2024 n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société : 8, rue Louis Armand - 75015 PARIS.